

# SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1064)

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

**di concerto col Ministro dell'Interno**

(SCALFARO)

**col Ministro di Grazia e Giustizia**

(MARTINAZZOLI)

**col Ministro delle Finanze**

(VISENTINI)

**col Ministro del Commercio con l'Estero**

(CAPRIA)

**e col Ministro della Marina Mercantile**

(CARTA)

*(V. Stampato Camera n. 1703)*

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 6 dicembre 1984*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 13 dicembre 1984*

**Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Senegal in materia di marina mercantile, firmato a Dakar il 23 aprile 1982**



**DISEGNO DI LEGGE**  
—**ART. 1.**

Il Presidente della Repubblica italiana è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Senegal in materia di marina mercantile, firmato a Dakar il 23 aprile 1982.

**ART. 2.**

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 22 dell'accordo stesso.

**ART. 3.**

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE D'ITALIE ET LE GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL  
EN MATIERE DE MARINE MARCHANDE

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République du Sénégal désireux de développer de façon harmonieuse les échanges maritimes entre la République d'Italie et la République du Sénégal, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Le présent Accord s'applique au territoire de la République d'Italie d'une part, et au territoire de la République du Sénégal d'autre part.

ARTICLE 2.

Aux fins du présent Accord:

a) le terme « Autorité Maritime compétente » désigne le Ministre chargé de la Marine Marchande et les fonctionnaires auxquels il est délégué tout ou partie des attributions du Ministre;

b) le terme « Navire d'une partie contractante » désigne tout navire de commerce immatriculé dans le territoire de cette partie et battant son pavillon.

Le terme ne comprend pas:

- 1) les navires au service exclusif des Forces Armées;
- 2) les navires de recherche hydrographique, océanographique et scientifique;
- 3) les bateaux de pêche;
- 4) les navires destinés à l'exercice du cabotage entre les ports de chaque partie contractante et les navires réservés à la navigation intérieure;
- 5) les navires destinés à l'exercice de services maritimes des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance en mer;

c) le terme « Armement national » désigne toute compagnie de navigation maritime reconnue comme telle par l'Autorité compétente de chaque partie contractante;

d) le terme « Membre de l'équipage » désigne toute personne employée au service du navire, inscrite au rôle d'équipage et détentrice d'un document lui conférant la qualité de marin.

#### ARTICLE 3.

Les parties contractantes coopéreront de façon à éliminer tous les obstacles qui pourraient entraver le développement de la navigation entre les ports des deux Pays et s'abstiendront de toute mesure susceptible de limiter les activités de leurs navires.

#### ARTICLE 4.

En vue de parvenir aux résultats les plus satisfaisants possibles, les armements nationaux de ligne régulière de la République d'Italie et de la République du Sénégal harmoniseront leurs activités et leurs politique commerciale afin d'utiliser de façon optimale leur capacité de manière à participer au transport entre le deux Pays selon la clé de répartition 40/40/20 au regard des cargaisons en valeur de fret et en volume.

Sans préjudice de ses engagements sur le plan international, chaque partie contractante dispose souverainement des droits de trafic qui lui reviennent au terme du présent article.

Tout accord entre les armateurs des deux Pays devra être conforme à l'esprit de l'Accord de coopération et ce dans le respect de la législation des deux Pays respectifs.

#### ARTICLE 5.

Chaque partie contractante accordera aux navires de l'autre partie un traitement identique à celui accordé à son pavillon national en ce qui concerne: l'entrée, le séjour et la sortie des ports, notamment les droits et taxes portuaires, l'utilisation des installations portuaires pour le chargement et le déchargement des marchandises, l'embarquement et le débarquement des passagers, l'accomplissement de tous les services et opérations commerciales ou maritimes nécessaires.

#### ARTICLE 6.

Les deux parties contractantes prendront, dans le cadre de leur réglementation portuaire, toutes les mesures nécessaires tendant à faciliter et à accélérer le trafic maritime, à éviter les retards injustifiés des navires et à simplifier autant que possible les formalités douanières et autres en vigueur dans leurs ports respectifs.

## ARTICLE 7.

Tous les réglement relatifs à l'affrètement des navires, aux droits portuaires, aux frais de réparation et de services, au chargement, au débarquement, au fret pour le transport des marchandises et à l'approvisionnement des navires dans les ports de l'une des parties, ainsi que les autres paiements, seront effectués dans un délai raisonnable en une monnaie librement convertible et transférable.

## ARTICLE 8.

Les navires à propulsion nucléaire ou porteurs de substances nucléaires ou autres substances ou matériaux dangereux et nocifs, battant pavillon des parties contractantes adopteront les mesures adéquates pour prévenir, réduire ou contrôler la pollution de la mer territoriale et de la zone économique exclusive des parties et respecteront à cet effet les règles, normes, pratiques et procédures établies par les conventions internationales.

## ARTICLE 9.

Les navires de chacune des parties contractantes éviteront toute action qui pourrait porter atteinte à la paix, à l'ordre public ou à la sécurité de l'État, ainsi que toute autre activité qui ne serait pas directement en relation avec leur objet commercial.

## ARTICLE 10.

Chaque partie contractante reconnaîtra les documents d'identité de marins délivrés par les Autorités compétentes de l'autre partie. Ces documents d'identité sont:

a) pour les marins des navires italiens: le « Libretto di Navigazione »;

b) pour les marins de la République du Sénégal: le « Livret professionnel maritime », la « Carte d'identité spéciale de marin ».

## ARTICLE 11.

1) Les personnes titulaires d'un document d'identité mentionné à l'article 10 du présent Accord peuvent, en qualité de membres de l'équipage du navire d'une partie contractante, séjourner à terre temporairement, sans visa, pendant le séjour du navire dans un port de l'autre partie, à condition qu'une liste d'équipage soit remise aux

Autorités compétentes, conformément à la réglementation en vigueur dans ce port.

2) En descendant à terre et en rentrant à bord, les membres de l'équipage devront se soumettre au contrôle douanier.

#### ARTICLE 12.

Les personnes titulaires d'un document d'identité mentionné à l'article 10 du présent Accord seront autorisées, quel que soit le moyen de locomotion utilisé:

à pénétrer sur le territoire en vue de rejoindre leur navire;

à être transférées à bord d'un autre navire;

à retourner dans leur Pays;

à voyager pour toute autre fin sous réserve de l'approbation préalable des Autorités de cette autre partie.

Dans tous les cas cités au paragraphe précédent, les documents d'identité devront être revêtus du visa de l'autre partie contractante. Ce visa sera délivré dans les délais les plus brefs possibles.

Lorsqu'un membre de l'équipage titulaire du document d'identité visé au premier paragraphe est débarqué dans un port de l'autre partie contractante pour des raisons de santé, de service ou pour toute autre motif reconnu valable par les Autorités compétentes, celle-ci donneront les autorisations nécessaires pour que l'intéressé puisse en cas d'hospitalisation, séjourner, sur son territoire, et qu'il puisse, par n'importe quel moyen de transport, soit regagner son Pays d'origine, soit rejoindre un autre port d'embarquement.

#### ARTICLE 13.

Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractantes se trouvant dans les eaux territoriales de l'autre partie aura besoin, pour cause de maladie ou d'accident, de l'assistance médicale, pharmaceutique ou hospitalière que l'autre partie dispense sur son territoire, cette assistance lui sera fournie dans les mêmes conditions que celles données aux équipages nationaux.

La seule exigence à laquelle il sera soumis, consistera à prouver son appartenance à l'équipage d'un navire de l'autre partie.

#### ARTICLE 14.

Chaque partie contractante reconnaîtra les documents de nationalité des navires, les certificats de jauge et autres documents de bord, délivrés ou reconnus par l'autre partie.

Les droits et taxes seront calculés sur la base des documents ci-dessus référencés.

## ARTICLE 15.

Les deux Gouvernements s'engagent à coopérer dans le domaine de la formation professionnelle du personnel, aussi bien sédentaire qu'embarqué, de leur Marine Marchande, par l'attribution de bourses d'étude et l'accueil des stagiaires dans les écoles et services spécialisés.

## ARTICLE 16.

1) Au cas où un membre de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractante commettrait à bord de ce navire une infraction pendant que le navire se trouve dans les eaux territoriales de l'autre partie, les Autorités de cette partie n'intenteront pas de poursuites sans l'accord de l'Autorité consulaire ou diplomatique du Pays dont le navire bat pavillon.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux infractions commises à bord d'un navire de l'une des parties contractantes, si:

l'infraction est de nature à compromettre la sécurité de l'État ou l'ordre public dans le territoire de l'autre partie;

l'infraction a été commise contre toute autre personne qui n'est pas membre de l'équipage du navire;

les conséquences de l'infraction affectent le territoire de l'Etat où le navire se trouve;

l'infraction porte sur le trafic des stupéfiants et ou des armes.

3) Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux droits des Autorités locales pour ce qui concerne l'application de la législation sur le contrôle et l'enquête.

## ARTICLE 17.

1) Au cas où un navire de l'une des parties contractante ferait naufrage, s'échouerait ou subirait toute avarie près des côtes de l'autre partie, les Autorités de la dite partie:

informeront l'Agent diplomatique ou les fonctionnaires consulaires de l'État dont ledit navir bat pavillon afin qu'il assume les fonctions qui lui incombent;

accorderont aux passagers, à l'équipage, au navire et à sa cargaison les mêmes protection et assistance qu'à leurs nationaux, qu'au navire battant son propre pavillon ainsi qu'à sa cargaison.

2) La cargaison, les provisions de bord et les parties d'un navire qui à fait naufrage ou qui a subi une avarie ne seront pas soumises aux droits et taxes de douane, si elles ne sont pas mises à la consommation ou utilisées sur place.



## ARTICLE 18.

1) Pour veiller à l'exécution du présent Accord il est créé une Commission Mixte qui soumettra des recommandations aux Autorités compétentes des deux parties contractantes.

2) La Commission Mixte se réunira en session ordinaire en principe une fois par an, alternativement à Rome et à Dakar, à une date fixée d'un commun accord par voie diplomatique.

3) Elle pourra aussi se réunir en session extraordinaire à la demande de l'une des parties contractantes.

4) La Commission Mixte aura toute latitude pour créer des groupes de travail afin d'étudier les questions entrant dans le cadre du présent Accord.

5) La composition et les compétences de la Commission Mixte seront définies par les Autorités maritimes compétentes des deux parties contractantes.

## ARTICLE 19.

Pour l'application concertée des dispositions du présent Accord, les parties contractantes conviennent de procéder à des consultations et d'échanger les informations par l'intermédiaire des Autorités maritimes compétentes des parties.

## ARTICLE 20.

Les parties contractantes, dans la mesure où elles l'estimeront nécessaire, pourront procéder à la révision ou à la modification du présent Accord. Ces révisions ou modifications se feront par échanges de notes, par voie diplomatique et entreront en vigueur selon les respectives procédures constitutionnelles.

## ARTICLE 21.

Les différends relatifs à l'application ou à l'interprétation du présent Accord seront réglés au sein de la Commission Mixte.

## ARTICLE 22.

1) Le présent Accord entrera en vigueur dès que chacune des parties contractantes aura notifié à l'autre partie, par la voie diplo-

matique, l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises. Il prendra effect à la date de la dernière notification.

2) Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par la voie diplomatique, par l'une des parties contractantes, après un préavis de six mois.

Fait à Dakar le 23 avril 1982.

En deux originaux en langue française, les deux faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE D'ITALIE  
*Calogero Mannino*

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL  
*Assane Seck*

**Traduzione non ufficiale****ACCORDO DI COOPERAZIONE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA D'ITALIA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEL SENEGAL IN MATERIA DI MARINA MERCANTILE**

Il Governo della Repubblica d'Italia ed il Governo della Repubblica del Senegal, nel desiderio di sviluppare armonicamente gli scambi marittimi tra la Repubblica d'Italia e la Repubblica del Senegal, convengono quanto segue:

**ARTICOLO 1.**

Il presente Accordo si applica al territorio della Repubblica italiana da una parte e al territorio della Repubblica del Senegal dall'altra.

**ARTICOLO 2.**

Ai fini del presente Accordo:

a) per « Autorità Marittima competente » si intende il Ministro in carica della Marina Mercantile ed i funzionari ai quali sono delegate tutte o in parte le competenze del Ministro;

b) per « Nave di una parte contraente » si intende qualsiasi nave mercantile immatricolata nel territorio della parte stessa, battente la sua bandiera.

Non sono comprese:

- 1) le navi al servizio esclusivo delle Forze Armate;
- 2) le navi di ricerca idrografica, oceanografica e scientifica;
- 3) i pescherecci;
- 4) le navi facenti cabotaggio fra i porti di ciascuna delle Parti Contraenti e quelle riservate alla navigazione interna;
- 5) le navi assegnate allo svolgimento dei servizi marittimi di porti, rade e spiagge, compresi il pilotaggio, il rimorchio, il salvataggio e l'assistenza in mare;

c) per « armamento nazionale » si intende ogni società di navigazione marittima riconosciuta come tale dall'Autorità competente di ciascuna Parte Contraente;

d) per « Membro dell'equipaggio » si intende ogni persona addetta ai servizi della nave, iscritta nel ruolo dell'equipaggio e in possesso di un documento conferentegli qualità di marittimo.

#### ARTICOLO 3.

Le Parti Contraenti collaboreranno in modo da eliminare gli eventuali ostacoli che rendessero difficoltoso lo sviluppo della navigazione fra i porti dei due Paesi e si asterranno da ogni misura che possa limitare le attività delle loro navi.

#### ARTICOLO 4.

In vista di ottenere i risultati più soddisfacenti possibili, gli armamenti nazionali di linea della Repubblica italiana e della Repubblica del Senegal armonizzeranno le loro attività e la loro politica commerciale, al fine di utilizzare al meglio le loro capacità in modo da partecipare al trasporto fra i due Paesi secondo la formula di ripartizione 40/40/20 con riguardo ai carichi di valore in nolo e in volume.

Senza pregiudizio dei rispettivi impegni a livello internazionale, ogni Parte Contraente dispone sovranamente dei diritti di traffico che le spettano, in conformità al presente articolo.

Ogni accordo fra gli armatori dei due Paesi dovrà essere conforme allo spirito dell'accordo di cooperazione, nel rispetto della legislazione dei due Paesi rispettivi.

#### ARTICOLO 5.

Ciascuna Parte Contraente concederà alle navi dell'altra Parte un trattamento identico a quello concesso alla propria bandiera nazionale per quanto riguarda: ingresso, sosta e uscita dai porti, in particolare i diritti e tasse portuali, l'uso delle attrezzature portuali per il carico e scarico delle merci, l'imbarco e sbarco dei passeggeri, l'adempimento di tutti i servizi e operazioni commerciali o marittime necessarie.

#### ARTICOLO 6.

Le due Parti Contraenti prenderanno, nell'ambito della loro regolamentazione portuale, tutte le misure necessarie a facilitare ed accelerare il traffico marittimo, evitare ritardi ingiustificati delle navi e a semplificare, per quanto possibile, le formalità doganali ed altre in vigore nei rispettivi porti.

## ARTICOLO 7.

Tutti i regolamenti relativi al nolo delle navi, ai diritti portuali, alle spese di riparazione e di servizi, al carico, allo sbarco, al nolo per il trasporto merci e all'approvvigionamento delle navi nei porti di una delle Parti, nonché gli altri pagamenti, saranno effettuati in tempi ragionevoli e in valuta liberamente convertibile e trasferibile.

## ARTICOLO 8.

Le navi a propulsione nucleare o portatrici di sostanze nucleari o altre sostanze o materiali pericolosi o nocivi, battenti bandiera delle Parti Contraenti, adotteranno misure atte a prevenire, ridurre o controllare l'inquinamento del mare territoriale e della zona economica esclusiva delle Parti e rispetteranno a tal fine i regolamenti, le norme, le pratiche e procedure stabilite dalle Convenzioni internazionali.

## ARTICOLO 9.

Le navi di ciascuna Parte Contraente eviteranno ogni azione che possa colpire la pace, l'ordine pubblico, o la sicurezza dello Stato, come pure qualsiasi altra attività che non sia direttamente collegata al loro fine commerciale.

## ARTICOLO 10.

Ciascuna Parte Contraente riconoscerà i documenti di identità di marittimi rilasciati dalle Autorità competenti dell'altra Parte.

Tali documenti d'identità sono:

- a) per i marittimi delle navi italiane, il « Libretto di Navigazione »;
- b) per i marittimi della Repubblica del Senegal: il « Livret professionnel maritime », la « Carte d'identité spéciale de marin ».

## ARTICOLO 11.

1) Le persone in possesso di un documento d'identità menzionato all'articolo 10 del presente Accordo, possono, in qualità di membri d'equipaggio della nave di una Parte Contraente, soggiornare a terra in maniera temporanea, senza visto, durante il soggiorno della nave in un porto dell'altra Parte previa consegna, alle Autorità competenti, di un elenco d'equipaggio in conformità al regolamento in vigore nel porto.

2) Scendendo a terra e rientrando a bordo, i membri dell'equipaggio dovranno sottoporsi al controllo doganale.

## ARTICOLO 12.

Le persone in possesso del documento d'identità menzionato all'articolo 10 del presente Accordo saranno autorizzate, quale che sia il mezzo di locomozione utilizzato:

a penetrare sul territorio per raggiungere la propria nave;

ad essere trasferite a bordo di un'altra nave;

a ritornare nel loro Paese;

a viaggiare per qualsiasi altro scopo, con riserva di approvazione preliminare delle Autorità di quest'altra Parte.

In tutti i casi citati al paragrafo precedente i documenti d'identità dovranno essere provvisti del visto dell'altra Parte Contraente. Tale visto sarà rilasciato nei più brevi termini.

Allorché un membro dell'equipaggio, in possesso dei documenti d'identità di cui al primo paragrafo sbarca in un porto dell'altra Parte Contraente per ragioni di salute, di servizio, o per qualsiasi altro motivo riconosciuto come valido dalle Autorità competenti, queste daranno le autorizzazioni necessarie affinché l'interessato possa, in caso di ricovero in ospedale, permanere nel territorio e raggiungere, con qualsiasi mezzo di trasporto, o il proprio Paese d'origine o un « altro porto d'imbarco ».

## ARTICOLO 13.

Qualora un membro d'equipaggio della nave di una delle Parti Contraenti, trovandosi nelle acque territoriali dell'altra Parte, necessiti per causa di malattia o d'incidente, dell'assistenza medica, farmaceutica o ospedaliera che tale Parte dispensa nel proprio territorio, questa gli sarà fornita alle medesime condizioni di quelle concesse agli equipaggi nazionali.

Sarà solamente tenuto a provare la sua appartenenza all'equipaggio di una nave dell'altra Parte.

## ARTICOLO 14.

Ogni Parte Contraente riconoscerà i documenti di nazionalità delle navi, i certificati di stazza ed altri documenti di bordo, rilasciati o riconosciuti dall'altra Parte.

I diritti e tasse saranno calcolati sulla base dei documenti di cui sopra.

## ARTICOLO 15.

I due Governi si impegnano a cooperare alla formazione professionale del personale, sia a terra che di bordo, della loro Marina Mercantile, mediante attribuzione di borse di studio e sistemazione dei borsisti in scuole e servizi specializzati.

## ARTICOLO 16.

1) Qualora un membro d'equipaggio della nave di una delle Parti Contraenti commettesse a bordo di tale nave un'infrazione mentre la nave si trova nelle acque territoriali dell'altra Parte, le Autorità di quest'ultima non intenteranno azione legale senza aver prima avuto l'accordo dell'Autorità consolare o diplomatica del paese del quale la nave batte bandiera.

2) Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non saranno applicabili alle infrazioni commesse a bordo della nave di una delle Parti Contraenti qualora:

l'infrazione sia tale da compromettere la sicurezza dello Stato o l'ordine pubblico nel territorio dell'altra Parte;

l'infrazione sia stata commessa contro persona che non sia membro dell'equipaggio della nave;

le conseguenze dell'infrazione si ripercuotano sul territorio dello Stato dove la nave si trova;

l'infrazione è relativa al traffico di stupefacenti e/o di armi.

3) Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità locali per tutto quanto riguarda l'applicazione della legislazione su controlli e inchieste.

## ARTICOLO 17.

1) Qualora la nave di una delle Parti Contraenti dovesse fare naufragio, arenarsi, o subire avarie presso le coste dell'altra Parte, le Autorità della suddetta Parte:

informeranno l'Agente diplomatico o i funzionari consolari dello Stato la cui nave batte bandiera, affinché assumano le funzioni loro spettanti;

forniranno ai passeggeri, all'equipaggio, alla nave ed al suo carico la medesima protezione ed assistenza che ai propri connazionali, ad una nave battente bandiera propria, ed al suo carico.

2) Il carico, le provviste di bordo e le parti di una nave che ha fatto naufragio o che ha subito un'avaria, non saranno sottoposte a dazi ed imposte doganali se non sono destinate al consumo o utilizzate sul posto.

## ARTICOLO 18.

1) Per curare l'esecuzione del presente Accordo è costituita una Commissione Mista che sottoporrà raccomandazioni alle Autorità competenti delle due Parti Contraenti.

2) La Commissione Mista si riunirà in sessione ordinaria in linea di massima una volta l'anno, alternativamente a Roma e a Dakar, in data stabilita di comune accordo per via diplomatica.

3) Potrà anche riunirsi in sessione straordinaria su domanda di una delle Parti Contraenti.

4) La Commissione Mista avrà facoltà di costituire gruppi di lavoro al fine di studiare le questioni che rientrano nell'ambito del presente Accordo.

5) La composizione e le competenze della Commissione Mista saranno definite dalle Autorità marittime competenti delle due Parti Contraenti.

#### ARTICOLO 19.

Per quanto riguarda l'applicazione concordata delle disposizioni del presente Accordo, le Parti Contraenti convengono di procedere a consultazioni e di scambiarsi informazioni tramite le Autorità marittime competenti delle Parti.

#### ARTICOLO 20.

Le Parti Contraenti, nella misura in cui lo ritengano necessario, potranno procedere alla revisione o alla modifica del presente Accordo. Tali revisioni o modifiche saranno effettuate mediante scambi di note, per via diplomatica, e entreranno in vigore secondo le rispettive procedure costituzionali.

#### ARTICOLO 21.

Le controversie relative all'applicazione o all'interpretazione del presente Accordo saranno regolate in seno alla Commissione Mista.

#### ARTICOLO 22.

1) Il presente Accordo entrerà in vigore non appena ciascuna delle Parti Contraenti avrà notificato all'altra, per via diplomatica, l'adempimento delle procedure costituzionali richieste. Avrà effetto in data dell'ultima notifica.

2) Il presente Accordo è stipulato per una durata di cinque anni. È rinnovabile, per tacita riconduzione, per un periodo di un anno, salvo denuncia, per via diplomatica, da parte di una delle Parti Contraenti, dopo preavviso di sei mesi.

Fatto a Dakar, il 23 aprile 1982.

In due originali di lingua francese, i due testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA  
REPUBBLICA D'ITALIA  
*Calogero Mannino*

PER IL GOVERNO DELLA  
REPUBBLICA DEL SENEGAL  
*Assane Seck*